

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1962 Nr. 109

---

---

A. TITEL

*Douaneovereenkomst tot het vergemakkelijken van de invoer van goederen bestemd voor vertoning of gebruik op tentoonstellingen, beurzen, congressen of soortgelijke manifestaties;*

*Brussel, 8 juni 1961*

B. TEKST**Convention douanière relative aux facilités accordées pour l'importation des marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire**

## PREAMBULE

Les Etats signataires de la présente Convention,

Réunis sous les auspices du Conseil de Coopération Douanière, avec le concours de la Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies (C.E.E.) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO),

Considérant les vœux exprimés par les représentants du commerce international et par d'autres milieux intéressés,

Désireux d'accorder des facilités aux marchandises destinées à être présentées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire de caractère commercial, technique, religieux, éducatif, scientifique, culturel ou philanthropique,

Convaincus que l'adoption de règles générales relatives au régime douanier de ces marchandises apportera des avantages substantiels au commerce international et favorisera l'échange, sur le plan international, des idées et des connaissances,

Sont convenus de ce qui suit:

## CHAPITRE I

*Définitions*

## Article premier

Pour l'application de la présente Convention on entend:

(a) par „manifestation”:

1. les expositions, foires, salons et manifestations similaires du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et de l'artisanat;
2. les expositions ou manifestations organisées principalement dans un but philanthropique;
3. les expositions ou manifestations organisées principalement dans un but scientifique, technique, artisanal, artistique, éducatif ou culturel, sportif, religieux ou culturel, ou encore en vue d'aider les peuples à se mieux comprendre;
4. les réunions de représentants d'organisations ou de groupements internationaux;
5. les cérémonies et les manifestations de caractère officiel ou commémoratif;

**Customs Convention concerning facilities for the importation of goods for display or use at exhibitions, fairs, meetings or similar events**

PREAMBLE

The States signatory to the present Convention,

Meeting under the auspices of the Customs Co-operation Council, in consultation with the United Nations Economic Commission for Europe (ECE) and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO),

Having regard to proposals made by representatives of international trade and other interests,

Desiring to facilitate the display of goods at exhibitions, fairs, meetings, or similar events of a commercial, technical, religious, educational, scientific, cultural or charitable nature,

Convinced that the adoption of general rules on the Customs treatment of such goods would afford considerable advantages to international trade and promote the international exchange of ideas and knowledge,

Have agreed as follows:

CHAPTER I

*Definitions*

Article 1

For the purposes of the present Convention:

(a) the term "event" means:

1. a trade, industrial, agricultural or crafts exhibition, fair, or similar show or display; or
2. an exhibition or meeting which is primarily organised for a charitable purpose; or
3. an exhibition or meeting which is primarily organised to promote any branch of learning, art, craft, sport or scientific, educational or cultural activity, to promote friendship between peoples, or to promote religious knowledge or worship; or
4. a meeting of representatives of any international organisation or international group of organisations; or
5. a representative meeting of an official or commemorative character;

à l'exception des expositions organisées à titre privé dans des magasins ou locaux commerciaux, en vue de la vente de marchandises étrangères;

- (b) par „droits à l'importation”: les droits de douane et tous autres droits et taxes perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, ainsi que tous les droits d'accise et taxes intérieures dont sont passibles les marchandises importées, à l'exclusion toutefois des redevances et impositions qui sont limitées au coût approximatif des services rendus et qui ne constituent pas une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation;
- (c) par „admission temporaire”: l'importation temporaire en franchise de droits à l'importation, sans prohibitions ni restrictions d'importation, à charge de réexportation;
- (d) par „Conseil”: l'organisation instituée par la Convention portant création d'un Conseil de Coopération Douanière conclue à Bruxelles le 15 décembre 1950;
- (e) par „personne”: aussi bien une personne physique qu'une personne morale, à moins que le contexte n'en dispose autrement.

## CHAPITRE II

### *Admission temporaire*

#### Article 2

##### 1. Bénéficiaire de l'admission temporaire:

- (a) les marchandises destinées à être exposées ou à faire l'objet d'une démonstration à une manifestation;
- (b) les marchandises destinées à être utilisées pour les besoins de la présentation des produits étrangers à une manifestation, telles que:
  - (i) les marchandises nécessaires pour la démonstration des machines ou appareils étrangers exposés;
  - (ii) le matériel de construction et de décoration, y compris l'équipement électrique, pour les stands provisoires d'exposants étrangers;
  - (iii) le matériel publicitaire et de démonstration, destiné manifestement à être utilisé à titre de publicité pour les marchandises étrangères exposées, tel que les enregistrements sonores, films et diapositives, ainsi que l'appareillage nécessaire à leur utilisation;
- (c) le matériel — y compris les installations d'interprétation, les appareils d'enregistrement du son et les films à caractère éducatif, scientifique ou culturel — destiné à être utilisé aux réunions, conférences et congrès internationaux.

except exhibitions organised for private purposes in shops or business premises with a view to the sale of foreign goods;

- (b) the term “import duties” means Customs duties and all other duties and taxes payable on, or in connection with importation and shall include all internal taxes and excise duties chargeable on imported goods, but shall not include fees and charges which are limited in amount to the approximate cost of services rendered and do not represent an indirect protection to domestic products or a taxation of imports for fiscal purposes;
- (c) the term “temporary admission” means temporary importation free of import duties and free of import prohibitions and restrictions, subject to re-exportation;
- (d) the term “the Council” means the Organisation set up by the Convention establishing a Customs Co-operation Council, done at Brussels on 15th December 1950;
- (e) the term “person” means both natural and legal persons, unless the context otherwise requires.

## CHAPTER II

### *Temporary Admission*

#### Article 2

1. Temporary admission shall be granted to:
  - (a) goods intended for display or demonstration at an event;
  - (b) goods intended for use in connection with the display of foreign products at an event, including:
    - (i) goods necessary for the purpose of demonstrating foreign machinery or apparatus to be displayed,
    - (ii) construction and decoration material, including electrical fittings, for the temporary stands of foreign exhibitors,
    - (iii) advertising and demonstration material which is demonstrably publicity material for the foreign goods displayed, for example, sound recordings, films and lantern slides, as well as apparatus for use therewith;
  - (c) equipment including interpretation apparatus, sound recording apparatus and films of an educational, scientific or cultural character intended for use at international meetings, conferences or congresses.

2. Les facilités visées au paragraphe 1 ci-dessus sont accordées à condition que:

- (a) les marchandises puissent être identifiées lors de leur réexportation;
- (b) le nombre ou la quantité d'articles identiques importés soit raisonnable compte tenu de leur destination;
- (c) les autorités douanières du pays d'importation temporaire estiment que les conditions posées par la présente Convention seront remplies.

### Article 3

Aussi longtemps qu'elles bénéficient des facilités prévues par la présente Convention et sauf si les lois et règlements du pays d'importation temporaire le permettent, les marchandises placées en admission temporaire ne peuvent pas être:

- (a) prêtées, louées, ou utilisées, moyennant rétribution;
- (b) transportées hors du lieu de la manifestation.

### Article 4

1. Les marchandises placées en admission temporaire doivent être réexportées dans un délai de six mois à partir de la date de leur importation. Toutefois, les autorités douanières du pays d'importation temporaire peuvent exiger, compte tenu des circonstances et notamment de la durée et de la nature de la manifestation, que les marchandises soient réexportées dans un délai plus court, mais qui doit couvrir, à tout le moins, une période d'un mois après la fin de la manifestation.

2. Nonobstant les dispositions du premier alinéa du présent Article, les autorités douanières autorisent les intéressés à laisser dans le pays d'importation temporaire les marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une manifestation ultérieure, à condition qu'ils se conforment aux dispositions des lois et règlements de ce pays et que les marchandises soient réexportées dans un délai d'un an à partir de la date de leur importation.

3. Pour des raisons valables, les autorités douanières peuvent, dans les limites prévues par les lois et règlements en vigueur dans le pays d'importation temporaire, soit accorder des délais plus longs que ceux prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent Article, soit proroger le délai initial.

4. Lorsque les marchandises placées en admission temporaire ne peuvent pas être réexportées par suite d'une saisie et que cette saisie n'a pas été pratiquée à la requête de particuliers, l'obligation de réexportation prévue par le présent Article est suspendue pendant la durée de la saisie.

2. The facilities referred to in paragraph 1 of this Article shall be granted provided that:

- (a) the goods are capable of identification on re-exportation;
- (b) the number or quantity of identical articles is reasonable having regard to the purpose of importation;
- (c) the Customs authorities of the country of temporary importation are satisfied that the conditions of the present Convention shall be fulfilled.

### Article 3

Unless the national laws and regulations of the country of temporary importation so permit, goods granted temporary admission shall not, whilst they are the subject of the facilities granted under the present Convention:

- (a) be loaned, or used in any way for hire or reward; or
- (b) be removed from the place of the event.

### Article 4

1. Goods granted temporary admission shall be re-exported within six months from the date of importation. However Customs authorities of the country of temporary importation may, with due regard to the circumstances and in particular the duration and nature of the event, require that the goods be re-exported within a shorter period which shall, nevertheless, extend at least one month after the termination of the event.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 of this Article the Customs authorities shall allow such goods which are to be displayed or used at a subsequent event to remain within the country of temporary importation, subject to compliance with such conditions as may be required by the laws and regulations of that country and provided that the goods are re-exported within one year of the date of importation.

3. For valid reasons the Customs authorities may, within the limits laid down by the laws and regulations of the country of temporary importation, either grant longer periods than those provided for in paragraphs 1 and 2 of the present Article or extend the initial period.

4. When goods granted temporary admission cannot be re-exported as a result of a seizure, other than a seizure made at the suit of private persons, the requirement of re-exportation provided for in this Article shall be suspended for the duration of the seizure.

## Article 5

1. Nonobstant l'obligation de réexportation prévue dans la présente Convention, la réexportation des marchandises périssables, ou gravement endommagées ou de faible valeur, n'est pas exigée, pourvu qu'elles soient, selon la décision des autorités douanières:

- (a) soumises aux droits à l'importation dus en l'espèce; ou
- (b) abandonnées, libres de tous frais, au Trésor public du pays d'importation temporaire; ou
- (c) détruites, sous contrôle officiel, sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor public du pays d'importation temporaire.

2. Les marchandises placées en admission temporaire peuvent recevoir une destination autre que la réexportation et notamment être mises à la consommation intérieure, sous réserve qu'il soit satisfait aux conditions et aux formalités qui seraient appliquées, en vertu des lois et règlements du pays d'importation temporaire, si elles étaient importées directement de l'étranger.

## CHAPITRE III

*Dispense du payement des droits à l'importation*

## Article 6

1. Sauf pour les marchandises qui ont fait l'objet de réserves notifiées dans les conditions prévues à l'Article 23 de la présente Convention, les droits à l'importation ne sont pas perçus, les prohibitions ou restrictions à l'importation ne sont pas appliquées et, si l'admission temporaire a été accordée, la réexportation n'est pas exigée, dans les cas suivants:

- (a) Petits échantillons représentatifs des marchandises étrangères exposées à une manifestation, y compris les échantillons de produits alimentaires et de boissons, importés comme tels ou obtenus à la manifestation à partir de marchandises importées en vrac, pourvu:
  - (i) qu'il s'agisse de produits étrangers fournis gratuitement et qui servent uniquement à des distributions gratuites au public à la manifestation pour être utilisés ou consommés par les personnes à qui ils auront été distribués,
  - (ii) que ces produits soient identifiables comme étant des échantillons à caractère publicitaire ne présentant qu'une faible valeur unitaire,
  - (iii) qu'ils ne se prêtent pas à la commercialisation et qu'ils soient, le cas échéant, conditionnés en quantités nettement plus petites que celles contenues dans le plus petit emballage vendu au détail,



## Article 5

1. Notwithstanding the requirement of re-exportation laid down by the present Convention, the re-exportation of badly damaged goods, goods of little value and perishable goods, shall not be required, provided that the goods:

- (a) are subjected to the import duties to which they are liable; or
- (b) are abandoned free of all expense to the Exchequer of the country into which they were temporarily imported; or
- (c) are destroyed, under official supervision, without expense to the Exchequer of the country into which they were temporarily imported;

as the Customs authorities may require.

2. Goods granted temporary admission may be disposed of otherwise than by re-exportation, and in particular may be taken into home use, subject to compliance with the conditions and formalities applicable under the laws and regulations of the country of temporary importation in respect of such goods imported directly from abroad.

## CHAPTER III

*Waiver of import duties*

## Article 6

1. Unless a reservation has been notified in respect of certain goods under the terms of Article 23 of the present Convention, import duties shall not be levied and import prohibitions and restrictions shall be waived, and where temporary admission has been granted re-exportation shall not be required, in respect of the following goods:

- (a) Small samples which are representative of foreign goods displayed at an event, including such samples of foods and beverages, either imported in the form of such samples or produced from imported bulk materials at that event, provided that:
  - (i) they are supplied free of charge from abroad and are used solely for distribution free of charge to the visiting public at the event, for individual use or consumption by the persons to whom they are distributed,
  - (ii) they are identifiable as advertising samples and are individually of little value,
  - (iii) they are unsuitable for commercial purposes and are, where appropriate, packed in quantities appreciably smaller than the smallest retail package,

- (iv) que les échantillons de produits alimentaires et de boissons qui ne sont pas distribués dans des emballages conformément à l'alinéa (iii) ci-dessus, soient consommés à la manifestation, et
  - (v) que la valeur globale et la quantité des marchandises soient raisonnables de l'avis des autorités douanières du pays d'importation, eu égard à la nature de la manifestation, au nombre de visiteurs et à l'importance de la participation de l'exposant à la manifestation;
- (b) Marchandises importées uniquement en vue de leur démonstration, ou pour la démonstration de machines et appareils étrangers présentés à la manifestation, et qui sont consommées ou détruites au cours de ces démonstrations, pourvu que la valeur globale et la quantité des marchandises soient raisonnables, de l'avis des autorités douanières du pays d'importation, eu égard à la nature de la manifestation, au nombre de visiteurs et à l'importance de la participation de l'exposant à la manifestation;
- (c) Produits de faible valeur, utilisés pour la construction, l'aménagement et la décoration des stands provisoires des étrangers exposant à la manifestation (peintures, vernis, papiers de tenture, etc.) détruits du fait de leur utilisation;
- (d) Imprimés, catalogues, prospectus, prix-courants, affiches publicitaires, calendriers (illustrés ou non) et photographies non encadrées, destinés manifestement à être utilisés à titre de publicité pour les marchandises étrangères exposées à la manifestation, pourvu:
- (i) qu'il s'agisse de produits étrangers fournis gratuitement et qui servent uniquement à des distributions gratuites au public sur le lieu de la manifestation,
  - (ii) que la valeur globale et la quantité des marchandises soient raisonnables, de l'avis des autorités douanières du pays d'importation, eu égard à la nature de la manifestation, au nombre de visiteurs et à l'importance de la participation de l'exposant à la manifestation.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus ne sont pas applicables aux boissons alcooliques, aux tabacs et aux combustibles.

#### Article 7

Sont exonérés des droits à l'importation et ne sont soumis à aucune prohibition ou restriction d'importation les dossiers, archives, formules et autres documents destinés à être utilisés comme tels au cours ou à l'occasion de réunions, conférences ou congrès internationaux.

- (iv) samples of foods and beverages which are not distributed in packs as provided for in (iii) above are consumed at the event, and
  - (v) the aggregate value and quantity of the samples are, in the opinion of the Customs authorities of the country of importation, reasonable having regard to the nature of the event, the number of visitors to it and the extent of the exhibitor's participation therein;
- (b) Goods imported solely for demonstration or for the purpose of demonstrating the operation of a foreign machine or apparatus displayed at an event and consumed or destroyed in the course of such demonstration, provided that the aggregate value and quantity of such goods are, in the opinion of the Customs authorities of the country of importation, reasonable having regard to the nature of the event, the number of visitors to it and the extent of the exhibitor's participation therein;
  - (c) Products of low value used up in constructing, furnishing or decorating the temporary stands of foreign exhibitors at an event, such as paint, varnish and wallpaper;
  - (d) Printed matter, catalogues, trade notices, price lists, advertising posters, calendars, whether or not illustrated, and unframed photographs, which are demonstrably publicity material for the foreign goods displayed at an event, provided that:
    - (i) they are supplied free of charge from abroad and are used solely for distribution free of charge to the visiting public at the event, and
    - (ii) the aggregate value and quantity of such goods are, in the opinion of the Customs authorities of the country of importation, reasonable having regard to the nature of the event, the number of visitors to it and the extent of the exhibitor's participation therein.

2. The provisions of paragraph 1 of this Article shall not be applicable to alcoholic beverages, tobacco goods and fuels.

#### Article 7

Files, records, forms and other documents which are imported for use as such at or in connection with international meetings, conferences or congresses, shall be admitted free of import duties and free of any import prohibition or restriction.

## CHAPITRE IV

*Simplification des formalités*

## Article 8

Chaque Partie Contractante réduit au minimum les formalités douanières afférentes aux facilités prévues par la présente Convention et publie, dans les plus brefs délais, les règlements qu'elle édicte au sujet de ces formalités.

## Article 9

1. Lorsqu'une Partie Contractante exige la constitution d'une garantie afin de s'assurer de l'exécution des conditions requises pour bénéficier des facilités prévues par la présente Convention, le montant de cette garantie ne peut excéder de plus de 10 % celui des droits à l'importation exigibles.

2. Toutefois, cette Partie Contractante s'efforcera d'accepter, dans tous les cas où cela sera possible, la substitution d'une garantie globale fournie par les organisateurs de la manifestation ou par toute autre personne agréée par les autorités douanières, aux garanties individuelles qui pourraient être exigées en application des dispositions de l'alinéa précédent.

## Article 10

1. A l'entrée comme à la sortie, la vérification et le dédouanement des marchandises qui vont être ou qui ont été présentées ou utilisées à une manifestation sont effectués, dans tous les cas où cela est possible et opportun, sur les lieux de cette manifestation.

2. Chaque Partie Contractante s'efforcera, dans tous les cas où elle l'estimera utile, compte tenu de l'importance de la manifestation, d'ouvrir pour une durée raisonnable, un bureau de douane sur les lieux de la manifestation organisée sur son territoire.

3. La réexportation de marchandises placées en admission temporaire peut s'effectuer en une ou en plusieurs fois et par tout bureau de douane ouvert à ces opérations, même s'il est différent du bureau d'importation, sauf si l'importateur s'engage, afin de bénéficier d'une procédure simplifiée, à réexporter les marchandises par le bureau d'importation.

## CHAPITRE V

*Dispositions diverses*

## Article 11

Les produits accessoirement obtenus au cours de la manifestation, à partir de marchandises importées temporairement, à l'occasion de la démonstration de machines ou d'appareils exposés, sont soumis aux dispositions de la présente Convention.

## CHAPTER IV

*Simplification of formalities*

## Article 8

Each Contracting Party shall reduce to a minimum the Customs formalities required in connection with the facilities provided for in the present Convention. All regulations concerning such formalities shall be promptly published.

## Article 9

1. In cases where a Contracting Party requires security for compliance with the conditions governing the granting of facilities provided for in the present Convention, the amount of such security shall not exceed the amount of the import duties chargeable by more than 10 %.

2. Such Contracting Parties shall endeavour to accept whenever possible a general security from the organiser of the event or from any other person approved by the Customs authorities, in place of individual security which might be required under paragraph 1 of this Article.

## Article 10

1. Customs examination and clearance on the importation and re-exportation of goods which are to be, or have been, displayed or used at any event shall, whenever possible and appropriate, be effected at that event.

2. Each Contracting Party shall endeavour, wherever it deems it appropriate in view of the importance and size of the event, to establish a Customs office for a reasonable period within the premises of an event held within its territory.

3. Goods granted temporary admission may be re-exported in one or several consignments and through any Customs office open for such operations, and such re-exportation shall not be confined to the Customs office of importation, except in cases where, with a view to benefiting from a simplified procedure, the importer undertakes to re-export his goods through the Customs office of importation.

## CHAPTER V

*Miscellaneous provisions*

## Article 11

Products obtained incidentally during the event from temporarily imported goods, as a result of the demonstration of displayed machinery or apparatus, shall be subject to the provisions of the present Convention.

## Article 12

Les dispositions de la présente Convention établissent des facilités minima et ne mettent pas obstacle à l'application de facilités plus grandes que certaines Parties Contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

## Article 13

Pour l'application de la présente Convention, les territoires des Parties Contractantes qui forment une union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

## Article 14

Les dispositions de la présente Convention ne mettent pas obstacle à l'application:

- (a) des dispositions nationales ou conventionnelles non douanières concernant l'organisation de manifestations;
- (b) des prohibitions et restrictions dérivant des lois et règlements nationaux et fondées sur des considérations de moralité ou d'ordre publics, de sécurité publique, d'hygiène ou de santé publiques ou sur des considérations d'ordre vétérinaire ou phytopathologique, ou se rapportant à la protection des brevets, marques de fabrique et droits d'auteur et de reproduction.

## Article 15

Toute infraction aux dispositions de la présente Convention, toute substitution, fausse déclaration ou manoeuvre ayant pour effet de faire bénéficier indûment une personne ou un objet des facilités prévues par la présente Convention, expose le contrevenant, dans le pays où l'infraction est commise, aux sanctions prévues par les lois et règlements de ce pays et, le cas échéant, au paiement des droits à l'importation exigibles.

## CHAPITRE VI

*Clauses finales*

## Article 16

1. Les Parties Contractantes se réunissent lorsqu'il est nécessaire pour examiner les conditions dans lesquelles la présente Convention est appliquée afin, notamment, de rechercher les mesures propres à en assurer l'interprétation et l'application uniformes.

2. Ces réunions sont convoquées par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande d'une Partie Contractante, et, sauf décision contraire des Parties Contractantes, elles se tiennent au siège du Conseil.

## Article 12

The provisions of the present Convention set out the minimum facilities to be accorded. They do not prevent the application of greater facilities which certain Contracting Parties grant or may grant in future by unilateral provisions or in virtue of bilateral and multilateral agreements.

## Article 13

For the purpose of the present Convention the territories of Contracting Parties which form a Customs or economic union may be taken to be a single territory.

## Article 14

The provisions of the present Convention shall not preclude the application of:

- (a) national or conventional provisions not of a Customs nature regulating the organisation of events;
- (b) prohibitions or restrictions imposed under national laws and regulations on grounds of public morality or order, public security, public hygiene or health, or for veterinary or phytopathological considerations, or relating to the protection of patents, trade marks and copyrights.

## Article 15

Any breach of the provisions of the present Convention, any substitution, false declaration or act having the effect of causing a person or goods improperly to benefit from the facilities provided for in the present Convention, may render the offender liable in the country where the offence was committed to the penalties prescribed by the laws and regulations of that country and to payment of any import duties chargeable.

## CHAPTER VI

*Final provisions*

## Article 16

1. The Contracting Parties shall meet together when necessary in order to consider the operation of the present Convention and, in particular, in order to consider measures to secure uniformity in the interpretation and application of the present Convention.

2. Such meetings shall be convened by the Secretary General of the Council at the request of any Contracting Party. Unless the Contracting Parties otherwise decide, the meetings shall be held at the Headquarters of the Council.

3. Les Parties Contractantes établissent le règlement intérieur de leurs réunions. Les décisions des Parties Contractantes sont prises à la majorité des deux tiers de celles qui sont présentes et qui prennent part au vote.

4. Les Parties Contractantes ne peuvent valablement se prononcer sur une question que si plus de la moitié d'entre elles sont présentes.

#### Article 17

1. Tout différend entre Parties Contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est, autant que possible, réglé par voie de négociations directes entre lesdites parties.

2. Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociations directes est porté, par les parties en cause, devant les Parties Contractantes, réunies dans les conditions prévues à l'Article 16 de la présente Convention, qui examinent le différend et font des recommandations en vue de son règlement.

3. Les parties au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations des Parties Contractantes.

#### Article 18

1. Tout Etat membre du Conseil et tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées peut devenir Partie Contractante à la présente Convention:

- (a) en la signant, sans réserve de ratification;
- (b) en déposant un instrument de ratification après l'avoir signée sous réserve de ratification; ou
- (c) en y adhérant.

2. La présente Convention est ouverte jusqu'au 31 mars 1962, au siège du Conseil, à Bruxelles, à la signature des Etats visés au paragraphe 1 du présent Article. Après cette date, elle sera ouverte à leur adhésion.

3. Dans le cas prévu au paragraphe 1 (b) du présent Article, la Convention est soumise à la ratification des Etats signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

4. Tout Etat non membre des organisations visées au paragraphe 1 du présent Article, auquel une invitation est adressée à cet effet par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande des Parties Contractantes, peut devenir Partie Contractante à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

5. Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire Général du Conseil.



3. The Contracting Parties shall lay down the rules of procedure for their meetings. Decisions of the Contracting Parties shall be taken by a majority of not less than two-thirds of the Contracting Parties present at the meeting and voting.

4. The Contracting Parties shall not take a decision on any matter unless more than half of them are present.

#### Article 17

1. Any dispute between Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention shall so far as possible be settled by negotiation between them.

2. Any dispute which is not settled by negotiation shall be referred by the Contracting Parties in dispute to the Contracting Parties, meeting in conformity with Article 16 of the present Convention, which shall thereupon consider the dispute and make recommendations for its settlement.

3. The Contracting Parties in dispute may agree in advance to accept the recommendations of the Contracting Parties as binding.

#### Article 18

1. Any State Member of the Council and any State Member of the United Nations or its specialised agencies may become a Contracting Party to the present Convention:

- (a) by signing it without reservation of ratification;
- (b) by depositing an instrument of ratification after signing it subject to ratification; or
- (c) by acceding to it.

2. The present Convention shall be open until 31st March, 1962, for signature at the Headquarters of the Council in Brussels, by the States referred to in paragraph 1 of this Article. Thereafter, it shall be open for their accession.

3. In the case envisaged in paragraph 1 (b) of this Article, the present Convention shall be subject to ratification by the signatory States in accordance with their constitutional procedures.

4. Any State, not being a Member of the Organisations referred to in paragraph 1 of this Article, to which an invitation to that effect has been addressed by the Secretary General of the Council at the request of the Contracting Parties, may become a Contracting Party to the present Convention by acceding thereto after its entry into force.

5. The instruments of ratification or accession shall be deposited with the Secretary General of the Council.

## Article 19

1. La présente Convention entre en vigueur trois mois après que cinq des Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'Article 18 de la présente Convention l'ont signée sans réserve de ratification ou ont déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

2. A l'égard de tout Etat qui ratifie la présente Convention ou y adhère, après que cinq Etats ont soit signé la Convention sans réserve de ratification, soit déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entre en vigueur trois mois après le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion dudit Etat.

## Article 20

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toutefois, toute Partie Contractante peut la dénoncer à tout moment après la date de son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'Article 19 de la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil.

3. La dénonciation prend effet six mois après la réception de l'instrument de dénonciation par le Secrétaire Général du Conseil.

## Article 21

1. Les Parties Contractantes, réunies dans les conditions prévues à l'Article 16 ci-dessus, peuvent recommander des amendements à la présente Convention.

2. Le texte de tout amendement ainsi recommandé est communiqué par le Secrétaire Général du Conseil à toutes les Parties Contractantes, à tous les autres Etats signataires ou adhérents, au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies et à l'UNESCO.

3. Dans un délai de six mois à compter de la date de la communication de l'amendement recommandé, toute Partie Contractante peut faire connaître au Secrétaire Général du Conseil:

- (a) soit qu'elle a une objection à l'amendement recommandé,
- (b) soit que, bien qu'elle ait l'intention d'accepter l'amendement recommandé, les conditions nécessaires à cette acceptation ne se trouvent pas encore remplies dans son pays.

4. Tant qu'une Partie Contractante qui a adressé la communication prévue ci-dessus au paragraphe 3 (b) n'a pas notifié au Secrétaire Général du Conseil son acceptation, elle peut, pendant un délai de neuf mois à partir de l'expiration du délai de six mois prévu au paragraphe 3 du présent Article, présenter une objection à l'amendement recommandé.

## Article 19

1. The present Convention shall enter into force three months after five of the States referred to in paragraph 1 of Article 18 thereof have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession.

2. For any State ratifying or acceding to the present Convention after five States have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession, the present Convention shall enter into force three months after the said State has deposited its instrument of ratification or accession.

## Article 20

1. The present Convention is of unlimited duration but any Contracting Party may denounce it at any time after the date of its entry into force under Article 19 thereof.

2. The denunciation shall be notified by an instrument in writing, deposited with the Secretary General of the Council.

3. The denunciation shall take effect six months after the receipt of the instrument of denunciation by the Secretary General of the Council.

## Article 21

1. The Contracting Parties meeting in conformity with Article 16 of the present Convention may recommend amendments thereto.

2. The text of any amendment so recommended shall be communicated by the Secretary General of the Council to all Contracting Parties, to all other signatory or acceding States, to the Secretary General of the United Nations, and to UNESCO.

3. Within a period of six months from the date on which the recommended amendment is so communicated, any Contracting Party may inform the Secretary General of the Council:

- (a) that it has an objection to the recommended amendment, or
- (b) that, although it intends to accept the recommended amendment, the conditions necessary for such acceptance are not yet fulfilled in its country.

4. If a Contracting Party sends the Secretary General of the Council a communication as provided for in paragraph 3 (b) of this Article, it may, so long as it has not notified the Secretary General of its acceptance of the recommended amendment, submit an objection to that amendment within a period of nine months following the expiry of the six-month period referred to in paragraph 3 of this Article.

5. Si une objection à l'amendement recommandé est formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, l'amendement est considéré comme n'ayant pas été accepté et reste sans effet.

6. Si aucune objection à l'amendement recommandé n'a été formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, l'amendement est réputé accepté à la date suivante:

(a) lorsque aucune Partie Contractante n'a adressé de communication en application du paragraphe 3 (b) du présent Article, à l'expiration du délai de six mois visé à ce paragraphe 3;

(b) lorsqu'une ou plusieurs Parties Contractantes ont adressé une communication en application du paragraphe 3 (b) du présent Article, à la plus rapprochée des deux dates suivantes:

(i) date à laquelle toutes les Parties Contractantes ayant adressé une telle communication ont notifié au Secrétaire Général du Conseil leur acceptation de l'amendement recommandé, cette date étant toutefois reportée à l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe 3 du présent Article si toutes les acceptations ont été notifiées antérieurement à cette expiration;

(ii) date d'expiration du délai de neuf mois visé au paragraphe 4 du présent Article.

7. Tout amendement réputé accepté entre en vigueur six mois après la date à laquelle il a été réputé accepté.

8. Le Secrétaire Général du Conseil notifie le plus tôt possible à toutes les Parties Contractantes toute objection formulée conformément au paragraphe 3 (a) du présent Article ainsi que toute communication adressée conformément au paragraphe 3 (b). Il fait savoir ultérieurement à toutes les Parties Contractantes si la ou les Parties Contractantes qui ont adressé une telle communication élèvent une objection contre l'amendement recommandé ou l'acceptent.

9. Tout Etat qui ratifie la présente Convention ou y adhère est réputé avoir accepté les amendements entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

## Article 22

1. Tout Etat peut, soit au moment de la signature sans réserve de ratification, de la ratification ou de l'adhésion, soit ultérieurement, notifier au Secrétaire Général du Conseil que la présente Convention s'étend à l'ensemble ou à certains des territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité; la Convention est

5. If an objection to the recommended amendment is stated in accordance with the terms of paragraphs 3 and 4 of this Article, the amendment shall be deemed not to have been accepted and shall be of no effect.

6. If no objection to the recommended amendment in accordance with paragraphs 3 and 4 of this Article has been stated, the amendment shall be deemed to have been accepted as from the date specified below:

- (a) if no Contracting Party has sent a communication in accordance with paragraph 3 (b) of this Article, on the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3;
- (b) if any Contracting Party has sent a communication in accordance with paragraph 3 (b) of this Article, on the earlier of the following two dates:
  - (i) the date by which all the Contracting Parties which sent such communications have notified the Secretary General of the Council of their acceptance of the recommended amendment, provided that, if all the acceptances were notified before the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3 of this Article, that date shall be taken to be the date of expiry of the said six-month period,
  - (ii) the date of expiry of the nine-month period referred to in paragraph 4 of this Article.

7. Any amendment deemed to be accepted shall enter into force six months after the date on which it was deemed to be accepted.

8. The Secretary General of the Council shall, as soon as possible, notify all Contracting Parties of any objection to the recommended amendment made in accordance with paragraph 3 (a), and of any communication received in accordance with paragraph 3 (b), of this Article. He shall subsequently inform all the Contracting Parties whether the Contracting Party or Parties which have sent such communication raise an objection to the recommended amendment or accept it.

9. Any State ratifying or acceding to the present Convention shall be deemed to have accepted any amendments thereto which have entered into force at the date of deposit of its instrument of ratification or accession.

## Article 22

1. Any State may, at the time of signing the present Convention without reservation of ratification, or of depositing its instrument of ratification or accession or at any time thereafter, declare by notification given to the Secretary General of the Council that the present Convention shall extend to all or any of the territories for whose

applicable auxdits territoires trois mois après la date de réception de cette notification par le Secrétaire Général du Conseil, mais pas avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de cet Etat.

2. Tout Etat ayant, en vertu du paragraphe 1 du présent Article, accepté la présente Convention pour un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité, peut notifier au Secrétaire Général du Conseil, conformément aux dispositions de l'Article 20 de la présente Convention, que ce territoire cessera d'appliquer la Convention.

#### Article 23

1. Tout Etat peut déclarer au moment où il signe ou ratifie la présente Convention ou y adhère, ou bien, après être devenu Partie Contractante à la Convention, notifier au Secrétaire Général du Conseil qu'il ne se considère pas lié par les dispositions de l'Article 6, paragraphe 1, alinéa (a), de la présente Convention. Ces déclarations et notifications doivent indiquer explicitement les marchandises à l'égard desquelles la réserve est formulée. Les notifications adressées au Secrétaire Général prennent effet le quatre-vingt-dixième jour après qu'elles ont été reçues par le Secrétaire Général.

2. Si une Partie Contractante formule une réserve conformément au paragraphe 1 du présent Article, les autres Parties Contractantes ne sont pas liées par les dispositions de l'Article 6, paragraphe 1, alinéa (a), de la présente Convention à l'égard de cette Partie Contractante en ce qui concerne les marchandises spécifiées dans cette réserve.

3. Toute Partie Contractante qui a formulé une réserve conformément au paragraphe 1 du présent Article, peut à tout moment lever cette réserve par notification au Secrétaire Général du Conseil.

4. Aucune autre réserve à la présente Convention n'est admise.

#### Article 24

Le Secrétaire Général du Conseil notifie à toutes les Parties Contractantes ainsi qu'aux autres Etats signataires ou adhérents, au Secrétaire Général des Nations Unies et à l'UNESCO:

- (a) les signatures, ratifications et adhésions visées à l'Article 18;
- (b) la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur conformément à l'Article 19;
- (c) les dénonciations et annulations notifiées conformément à l'Article 20;

international relations it is responsible and the Convention shall extend to the territories named in the notification three months after the date of the receipt thereof by the Secretary General of the Council but not before the Convention has entered into force for the State concerned.

2. Any State which has made a declaration under paragraph 1 of this Article extending the present Convention to any territory for whose international relations it is responsible may notify the Secretary General of the Council, in accordance with the provisions of Article 20 of the present Convention, that the territory in question will no longer apply the Convention.

#### Article 23

1. Any State may declare at the time of signing, ratifying or acceding to the present Convention, or notify the Secretary General of the Council after becoming a Contracting Party to the Convention, that it does not consider itself bound by the provisions of Article 6, paragraph 1 (a), of the present Convention. Such declarations or notifications shall stipulate the specific goods in respect of which the reservation is made. Notifications addressed to the Secretary General shall take effect on the ninetieth day after their receipt by the Secretary General.

2. If a Contracting Party enters a reservation under paragraph 1 of this Article, the other Contracting Parties shall not be bound, in relation to that Contracting Party, by Article 6, paragraph 1 (a), of the present Convention in respect of the goods specified in that reservation.

3. Any Contracting Party having entered a reservation as provided for in paragraph 1 of this Article may at any time withdraw such reservation by notifying the Secretary General of the Council.

4. No other reservation to the present Convention shall be permitted.

#### Article 24

The Secretary General of the Council shall notify all Contracting Parties, the other signatory and acceding States, the Secretary General of the United Nations, and UNESCO of:

- (a) signatures, ratifications and accessions under Article 18 of the present Convention;
- (b) the date of entry into force of the present Convention in accordance with Article 19;
- (c) denunciations and declarations under Article 20;

- (d) les amendements réputés acceptés conformément à l'Article 21 ainsi que la date de leur entrée en vigueur;
- (e) les déclarations et notifications reçues conformément à l'Article 22;
- (f) les déclarations et notifications reçues conformément à l'Article 23, paragraphes 1 et 3, ainsi que la date à laquelle les réserves entrent en vigueur ou celle à compter de laquelle elles sont levées.

#### Article 25

Conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Secrétaire Général du Conseil.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente Convention.

FAIT à Bruxelles, le huit juin mil neuf cent soixante et un, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil qui en transmettra à tous les États visés au paragraphe 1 de l'Article 18 de la présente Convention, des copies certifiées conformes.

Pour l'Allemagne (Rép. Féd. d'):  
For the Federal Republic of Germany:

Pour l'Australie:  
For Australia:

Pour l'Autriche:  
For Austria:

Pour la Belgique:  
For Belgium:

Pour la Birmanie:  
For Burma:

Pour le Brésil:  
For Brazil:

Pour le Canada:  
For Canada:



- (d) any amendment deemed to have been accepted in accordance with Article 21 and the date of its entry into force;
- (e) declarations and notifications received in accordance with Article 22;
- (f) declarations and notifications made in accordance with Article 23, paragraphs 1 and 3, and the date on which reservations or withdrawals of reservations enter into force.

#### Article 25

In accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations, the present Convention shall be registered with the Secretariat of the United Nations at the request of the Secretary General of the Council.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned plenipotentiaries have signed the present Convention.

DONE at Brussels this eighth day of June nineteen hundred and sixty-one, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single original which shall be deposited with the Secretary General of the Council who shall transmit certified copies to all the States referred to in Article 18, paragraph 1, of the present Convention.

Pour Ceylan:  
For Ceylon:

Pour le Chili:  
For Chile:

Pour Cuba:  
For Cuba:

Pour le Danemark:  
For Denmark:

Pour la République Dominicaine:  
For the Dominican Republic:

Pour l'Espagne:  
For Spain:

Pour les États-Unis d'Amérique:  
For the United States of America:

Pour la Finlande:  
For Finland:

Pour la France:  
For France:

Pour le Ghana:  
For Ghana:

Pour la Grèce:  
For Greece:

Pour Haïti:  
For Haiti:

Pour l'Inde:  
For India:

Pour l'Indonésie:  
For Indonesia:

Pour l'Iran:  
For Iran:

Pour l'Irlande:  
For Ireland:

Pour Israël:  
For Israel:

Pour l'Italie:  
For Italy:

Pour le Japon:  
For Japan:

Pour le Liban:  
For Lebanon:

Pour le Luxembourg:  
For Luxemburg:

Pour la Malaisie (Fédération de):  
For the Federation of Malaya:

Pour le Nicaragua:  
For Nicaragua:

Pour la Nigéria:  
For Nigeria:

Pour la Norvège:  
For Norway:

Pour la Nouvelle-Zélande:  
For New Zealand:

Pour le Pakistan:  
For Pakistan:

Pour les Pays-Bas (Royaume des):  
For the Kingdom of the Netherlands:

Pour le Pérou:  
For Peru:

Pour le Portugal:  
For Portugal:

Pour la République Arabe Unie:  
For the United Arab Republic:

Pour la République Sud-Africaine:  
For the Republic of South Africa:

Pour la Rhodésie et le Nyassaland (Fédération):  
For the Federation of Rhodesia and Nyasaland:

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:  
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

Pour la Sierra Léone:  
For Sierra Leone:

Pour le Soudan:  
For Sudan:

Pour la Suède:  
For Sweden:

Pour la Suisse:  
For Switzerland:

Pour la Tchécoslovaquie:  
For Czechoslovakia:

Pour la Turquie:  
For Turkey:

Pour l'Uruguay:  
For Uruguay:

Pour la Yougoslavie:  
For Yugoslavia:

---

In overeenstemming met artikel 18, lid 2, is de Overeenkomst voor de volgende Staten ondertekend:

Oostenrijk <sup>1)</sup> .....	30 oktober 1961
Italië <sup>1)</sup> .....	7 december 1961
Zwitserland <sup>1)</sup> .....	7 december 1961
Spanje <sup>1)</sup> .....	21 februari 1962
het Verenigd Koninkrijk van Groot- Brittannië en Noord-Ierland <sup>1)</sup> .....	27 februari 1962
Cuba <sup>1)</sup> .....	28 februari 1962
de Bondsrepubliek Duitsland <sup>1)</sup> .....	8 maart 1962
Niger .....	14 maart 1962
Australië <sup>1)</sup> .....	27 maart 1962
Denemarken <sup>1)</sup> .....	27 maart 1962
Tsjechoslowakije .....	28 maart 1962
Zweden <sup>1)</sup> .....	30 maart 1962
Frankrijk <sup>1)</sup> .....	31 maart 1962
Iran <sup>1)</sup> .....	31 maart 1962
Portugal .....	31 maart 1962
Turkije <sup>1)</sup> .....	31 maart 1962

<sup>1)</sup> Onder voorbehoud van bekrachtiging.

D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 64, juncto artikel 60, lid 2, der Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal, voordat tot toetreding kan worden overgegaan.

E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel 18, leden 1 (b) en 5, van de Overeenkomst heeft de volgende Staat een akte van bekrachtiging nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad:

Cuba ..... 2 mei 1962

F. TOETREDING

In overeenstemming met artikel 18, leden 1 (c) en 5, van de Overeenkomst hebben de volgende Staten een akte van toetreding nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad:

Centraal-Afrika ..... 1 april 1962  
Madagascar ..... 12 april 1962

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen der Overeenkomst zijn ingevolge artikel 19, eerste lid, op 13 juli 1962 in werking getreden voor Niger, Tsjecho-Slowakije, Portugal, Centraal-Afrika en Madagascar.

Voor Cuba zijn zij ingevolge artikel 19, lid 2, op 3 augustus 1962 in werking getreden.

J. GEGEVENS

Blijkens haar preambule is de onderhavige Overeenkomst tot stand gekomen onder auspiciën van de Internationale Douaneraad en in samenwerking met de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur (UNESCO) en de Economische Commissie voor Europa der Verenigde Naties (ECE).

Van het op 15 december 1950 te Brussel gesloten Verdrag houdende instelling van een Internationale Douaneraad is de tekst geplaatst in *Trb.* 1951, 120. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1960, 65.

Van het op 16 november 1945 te Londen tot stand gekomen Statuut van de UNESCO zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1960, 130.

De ECE is bij resolutie van 28 maart 1947 door de Economische en Sociale Raad der Verenigde Naties opgericht. In rubriek J van *Trb.* 1961, 140, is de Engelse tekst der paragrafen 7, 8 en 11 van het mandaat der Commissie geplaatst.

Van het Handvest der Verenigde Naties, naar welke Organisatie wordt verwezen in de artikelen 18, 21, 24 en 25 van de onderhavige Overeenkomst, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* F 321. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1961, 24.

Uitgegeven de *negende* oktober 1962.

*De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,*

J. DE QUAY.